



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/46/584 ✓
S/23156
21 octobre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-sixième session
Point 45 de l'ordre du jour
Question de Chypre

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-sixième année

Lettre datée du 21 octobre 1991, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Turquie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la lettre que vous adresse
S. E. M. I. Safa Giray, Ministre des affaires étrangères de la République de
Turquie, et dont l'objet est de clarifier, au regard de la position du
Gouvernement turc concernant Chypre, certains éléments de la résolution
716 (1991) adoptée par le Conseil de sécurité le 11 octobre 1991 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de
la présente lettre et de son annexe en tant que document de l'Assemblée
générale, au titre du point 45 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mustafa AKSIN

ANNEXE

Lettre datée du 21 octobre 1991, adressée au Secrétaire général
par le Ministre des affaires étrangères de la Turquie

A la suite de l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution 716 (1991), je tiens à réaffirmer la position du Gouvernement turc à l'égard de Chypre et de clarifier, à la lumière de cette position, la façon dont nous comprenons divers éléments de cette résolution.

En ce qui concerne la résolution 716 (1991), vous comprendrez qu'elle nous inspire à juste titre certaines réserves et objections découlant des vues qui sont depuis longtemps les nôtres au sujet de Chypre et de notre statut de puissance garante. Parallèlement, nous relevons aussi dans la résolution 716 (1991) des éléments positifs. Je tiens à en faire état de façon à replacer dans la perspective voulue les dimensions de la solution à laquelle on s'efforce de parvenir dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général. C'est sur cette base que nous fournissons nos apports à la recherche d'un règlement librement négocié et mutuellement acceptable entre les deux parties présentes sur l'île.

Tout d'abord, nous voulons croire qu'en adoptant à l'heure actuelle une résolution sur Chypre, le Conseil n'entendait pas se trouver en régression par rapport aux fondements posés par lui dans la résolution 649 (1990) et que d'une manière générale la résolution 716 (1991) réitère et, assurément, ne contredit pas les concepts fondamentaux, y compris la bicommunautarité, la bizonalité et l'égalité politique, sur lesquels doit nécessairement reposer un accord.

Nous prenons note du fait que l'égalité politique des deux communautés est pour la première fois reconnue et affirmée sans équivoque dans une résolution du Conseil de sécurité, non seulement à la table de négociation, mais également comme un principe fondateur d'une nouvelle association à Chypre.

Nous notons également que le Conseil de sécurité a réaffirmé que la mission de bons offices du Secrétaire général s'exerce auprès des deux communautés. C'est là un point d'une importance capitale. Les deux dirigeants négocient sur un pied d'égalité au nom de leurs communautés respectives, au-dessus desquelles n'existe aucune autorité politique conjointe. Il est donc fallacieux et gravement contradictoire de chercher à introduire des titres qui n'ont aucunement leur place dans le cadre de ces efforts. Nous tenons à souligner qu'un processus qui s'exerce auprès des deux communautés fait ressortir la nécessité accrue de contacts directs entre les deux parties existant sur l'île. Rien ne peut justifier qu'on se dérobe à cette nécessité.

Nous notons de surcroît que le Conseil de sécurité s'est déclaré favorable à la proposition turque d'une réunion quadripartite de haut niveau, y voyant une méthode efficace pour la conclusion d'un accord-cadre global sur Chypre. Comme le précise le Secrétaire général dans son rapport, les deux

parties sont convenues que la mise en forme de cet accord devrait être parachevée pour l'essentiel à la satisfaction des deux parties avant que ne puisse être organisée la réunion de haut niveau. Ce qui compte donc vraiment n'est pas que soit fixée telle ou telle échéance arbitraire mais qu'intervienne entre les deux parties à Chypre un accord librement consenti auquel les deux dirigeants puissent sincèrement se rallier et qu'ils puissent présenter en bonne conscience à leurs communautés respectives pour qu'elles l'approuvent dans le cadre de référendums distincts.

La mention qui est faite dans la résolution du bien-être et de la sécurité des deux communautés est également importante.

En revanche, la résolution 716 (1991) comporte des éléments qu'il importe d'éclaircir pour empêcher toute interprétation erronée de ses dispositions.

La Turquie n'a cessé d'apporter, sincèrement son appui à la mission de bons offices du Secrétaire général, comme celui-ci l'a reconnu dans ses rapports au Conseil de sécurité, notamment le dernier, en date du 8 octobre 1991. Ce fait étant établi, nous ne pouvons pas ne pas nous offusquer de retrouver dans ce rapport certaines qualifications et certaines descriptions qui sont incompatibles avec une mission de bons offices et ne reflètent pas fidèlement la réalité de la situation. Nous avons d'ailleurs déjà marqué notre réaction à ces aspects du rapport dans une déclaration officielle du 9 octobre 1991. Pour récapituler, nos objections portent essentiellement sur les trois principaux points suivants :

Premièrement, il est donné aux dirigeants chypriotes turcs et aux dirigeants chypriotes grecs des titres différents et par là discriminatoires, contrairement au principe de base accepté, qui est qu'ils négocient sur un pied d'égalité. Cela est incompatible, voire en contradiction avec le mandat de la mission de bons offices.

En second lieu, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre sont attribuées à une "république" qui, en tant qu'autorité politique bicommunautaire conjointe, n'existe plus depuis 28 ans. L'appellation servant en fait à désigner l'Administration chypriote grecque de Chypre-Sud, laquelle usurpe de façon illégale des titres qui ne lui appartiennent pas. Cette optique est en contradiction profonde avec le fondement bicommunautaire de l'indépendance de l'île, issu des accords de 1960, ainsi qu'avec l'objectif d'un nouvel Etat fédéral conjoint, bicommunautaire et bizonal. La Turquie et la partie chypriote turque n'ont jamais accepté les prétentions illégitimes d'une souveraineté grecque sur Chypre ni d'un Etat unique sous domination grecque dans l'île. Ce n'est pas de cette manière que peuvent être créés à Chypre un nouvel Etat conjoint et une administration conjointe.

En troisième lieu, les auteurs du rapport affirment

a) Qu'il y a eu introduction d'un nouveau concept; et

b) Que celui-ci aurait pour effet d'altérer la nature de la solution proposée.

Double affirmation, double contre-vérité. Les concepts et les principes défendus par la partie chypriote turque sont précisément les mêmes que lorsque Chypre est devenue un Etat indépendant bicommunautaire; ce sont ceux qu'ils soutiennent depuis 28 ans. A Chypre, ni l'une ni l'autre communauté n'a ni ne peut légitimement revendiquer la souveraineté sur l'autre. Autrement dit, à Chypre, la souveraineté émane à titre égal de l'une et de l'autre communauté. Elle n'est le monopole ni d'une partie ni de l'autre et il n'existe par conséquent aucune autorité politique conjointe habilitée à exercer la souveraineté sur la totalité de l'île. Le principe juridique sur la base duquel les deux parties doivent aborder les négociations est celui de l'égalité de statut et en particulier la possession à degré égal de la souveraineté. Cela n'aura pas pour effet d'altérer la nature de la solution proposée. Au contraire, il est convenu depuis longtemps que lorsque interviendra la division des pouvoirs entre le Gouvernement fédéral et le gouvernement des deux républiques fédérées, ce processus ne représentera pas l'octroi de pouvoirs par le Gouvernement fédéral aux républiques fédérées et ni ne supposera aucun octroi de pouvoirs par la communauté chypriote grecque à la communauté chypriote turque. Le fondement convenu d'une solution de type fédéral procède du fait, et de la reconnaissance du fait, qu'il y a en réalité délégation de pouvoirs par les deux communautés et leurs républiques fédérées au Gouvernement fédéral, et que les pouvoirs non ainsi délégués demeureront tous dévolus aux deux républiques fédérées.

En ce qui concerne le paragraphe 2 de la résolution 715 (1991), nous tenons à attirer l'attention sur la position que nous avons déjà manifestée à propos de chaque résolution précédente du Conseil de sécurité sur Chypre. Il y a une distinction objective entre la résolution 649 (1990) et les autres quant à leur pertinence à l'égard d'un règlement équitable et librement négocié.

La mention au paragraphe 3 d'une "République de Chypre" est déplacée dans le contexte d'un règlement de la question de Chypre auquel ne peut en aucune manière contribuer utilement l'emploi d'une terminologie aussi contestée. Nous comprenons que dans ce paragraphe, il s'agit d'envisager l'avenir et non pas de décrire un statu quo fictif, mais le fait que la communauté chypriote grecque de Chypre-Sud continue de prétendre fonctionner sous ce titre usurpé exclut qu'on puisse s'en servir pour décrire les caractéristiques d'un Etat fédéral qui serait créé un jour. Le Gouvernement turc n'a jamais reconnu de souveraineté chypriote grecque exclusive sur Chypre ni l'existence d'un Etat qui relèverait d'une telle souveraineté. Notre position en ce qui concerne la souveraineté à Chypre et les sources dont elle émane est dûment attestée.

Une brève observation s'impose au sujet de "l'adoption d'un nouvel arrangement constitutionnel pour Chypre" étant donné certaines interprétations fallacieuses qui en ont été données par la partie chypriote grecque et selon lesquelles la solution passerait par l'adoption d'un "amendement à la Constitution". Cette déformation du problème a pour effet de saper tout

effort de règlement. Parce que la partie chypriote grecque a totalement démantelé l'ordre constitutionnel de 1960, le monde sait que la situation actuelle est irréparable et que l'objectif est de négocier une nouvelle forme d'association et un nouvel ordre constitutionnel conjoint de type fédéral, assorti de sauvegardes pour éviter que le différend politique entre les deux parties ne dégénère à nouveau en conflit aigu.

L'expression "un Etat de Chypre" au paragraphe 4 évoque la formule fédérale à laquelle on s'efforce d'aboutir et relève d'un avenir où les deux entités constitutives créeront un Etat conjoint et un gouvernement conjoint de type fédéral. Il faudrait bien préciser qu'il n'est pas question de s'autoriser abusivement de l'emploi de ce terme pour affirmer l'existence d'un Etat à l'heure actuelle ni pour dénaturer le caractère du règlement en le présentant comme autre chose qu'une solution de type fédéral.

Pour nous, le paragraphe 5 exprime la nécessité pour les deux parties d'adhérer aux principes établis d'un règlement à Chypre; c'est là un sujet constant de préoccupation pour la partie chypriote turque étant donné les revendications arbitraires par lesquelles la partie chypriote grecque cherche à déformer tant la nature du problème de Chypre que la solution politique qu'il appelle. La partie chypriote turque s'efforce de protéger et de préserver ses droits et ses intérêts légitimes qui remontent à la naissance d'un Etat indépendant sur l'île bicommunautaire de Chypre à l'issue d'accords internationaux et bicommunautaires. Ces droits et ces intérêts, malgré toutes les tribulations des 28 dernières années, demeurent sacro-saints et hors d'atteinte de toute restriction ou interprétation arbitraire.

Le Conseil de sécurité a noté avec satisfaction les progrès réalisés quant à la définition d'un ensemble d'idées qui permettra de parvenir à un accord-cadre global convenu sur Chypre. Il est manifeste que nous sommes redevables de ce progrès aux apports constructifs faits par les Chypriotes turcs, seuls à avoir engagé des contacts et des discussions de fond avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies au cours de l'année écoulée. Mais dans les circonstances actuelles et étant donné les divergences de vues profondes qui persistent, il nous paraît essentiel, si l'on veut que les progrès se poursuivent, que la partie chypriote turque et la partie chypriote grecque entament des pourparlers directs tant afin de localiser pour leur propre compte les convergences de vues que pour réduire les divergences qui subsistent.

Nous entendons persister dans notre attitude constructive. Néanmoins, il va sans dire qu'à la suite des élections qui ont eu lieu en Turquie, le nouveau gouvernement va réexaminer la situation et définir sa propre orientation en ce qui concerne Chypre. Je suis certain que l'issue de pourparlers directs entre les deux populations de l'île contribuera dans une large mesure à déterminer quel nouvel apport la Turquie pourra faire à un règlement à Chypre.

Nous savons, pour en avoir fait maintes fois l'expérience, que la fixation des échéances arbitraires à Chypre va à l'encontre du but recherché. Nous convenons certes qu'il nous faut définir certains objectifs, mais nous ne pouvons pas et nous ne devons pas permettre que le souci d'un calendrier préétabli prenne le pas sur la nécessité cruciale de laisser les deux parties à la négociation poursuivre celle-ci librement et dans une atmosphère de confiance que ne viennent pas contaminer les pressions et les interventions extérieures. A s'y prendre autrement, on s'acheminerait vers une solution malvenue et l'on créerait plus de problèmes qu'on n'en résoudrait.

Notre interprétation du paragraphe 10 repose sur la façon dont nous voyons la mission de bons offices du Secrétaire général. Cette mission est le seul processus qui ait été accepté par les deux parties. La raison en est que c'est la seule approche qui soit fondée sur le respect du principe d'égalité et qui donne aux deux parties la possibilité de rechercher une solution librement consentie à laquelle nul ne puisse passer outre et dont nul ne puisse faire fi. Le Gouvernement turc ne peut donc que se déclarer d'accord avec toute action qui concorde avec la mission de bons offices et en appuie l'effet.

Notre principale préoccupation au stade actuel est la crainte que la nouvelle résolution du Conseil de sécurité ne serve abusivement de prétexte à la partie chypriote grecque pour persister dans ses revendications intransigeantes et pour tenter de dénaturer la solution à laquelle on s'efforce de parvenir à Chypre. Les jours qui viennent appellent de la part de tous les intéressés le maximum d'équité et d'impartialité. Si ces facteurs indispensables retrouvent leur place dans le processus de recherche d'un règlement équitable et durable à Chypre, la Turquie fera sa part et continuera d'appuyer la partie chypriote turque dans la poursuite du même objectif. L'attitude constructive de la Turquie est suffisamment attestée pour que nul n'en ignore.

Le Ministère des affaires étrangères
de la Turquie

(Signé) I. Safa GIRAY
